

Séminaire n° 56
(6 avril 1998)

PAUVRETÉ, FAMILLE ET ENFANCE A QUITO (Equateur)

par

Jacqueline PELTRE-WURTZ¹

Fonds Documentaire IRD

Cote : Bx 22057 Ex : 7

Laminés par la pauvreté, les hommes et les femmes avaient une attitude tendue, souvent fermée et pourtant ils se transformaient de façon spectaculaire quand ils parlaient de l'éducation ou de l'avenir de leurs enfants. C'est l'expérience que j'ai vécue à Quito (Equateur) en 1988-89. Mes enquêtes changeaient alors de ton puisqu'il n'était plus question de comptabiliser les faibles revenus familiaux si souvent précaires et source d'angoisse, ni de mesurer une nourriture trop frugale dont chacun avait honte. Les adultes retrouvaient la part la plus valorisante de leur identité : celle de parents et, avec elle, leur assurance ; ils relevaient la tête et parlaient avec compétence de ces enfants qui leur faisaient confiance, qui étaient leur fierté et leur espoir.

Pour témoigner de la vie des enfants des familles quiténiennes que j'ai rencontrées, il m'a semblé nécessaire de clarifier d'abord le concept de pauvreté, en prenant sa mesure économique et sa dimension sociale et politique. La faiblesse des revenus, l'alimentation insuffisante et déséquilibrée de ces familles, la malnutrition généralisée des enfants, les classe, sans conteste, parmi les pauvres. Néanmoins, c'est la présentation de chaque famille qui exprime le mieux l'inhumanité de leur conditions de vie. Je montrerai ensuite que la scolarisation est la grande affaire des parents : c'est l'institution qui les relie à la société "normale", à laquelle quelques uns des enfants accéderont peut-être. Enfin, j'évoquerai l'autre face de l'éducation, beaucoup plus subtile : l'apprentissage de la dignité, qui se réalise d'abord au sein de la famille, rarement par le discours, mais par des gestes et un comportement exprimant des valeurs, en un mot par une culture qui permet de résister, autant qu'il est possible, à l'inhumanité de la pauvreté.

I - LE CONCEPT DE PAUVRETÉ

Oublié pendant les "Trente Glorieuses" des pays du Nord grâce à la mise en place d'une protection sociale écartant les risques de pauvreté, occulté au Sud par une foi un peu trop aveugle dans le "développement" qui devait rapprocher économiquement ces pays des plus avancés, le concept de pauvreté est revenu sur le devant de la scène internationale avec la troisième révolution industrielle² et le développement du chômage mettant en péril la protection

¹ Géographe, directrice de recherche à l'ORSTOM.

² La première révolution industrielle eut lieu en Angleterre, il y a deux siècles, avec l'avènement de la locomotive fonctionnant au charbon et le développement des chemins de fer ; la seconde est née aux Etats-Unis, au début de ce siècle, avec l'invention de la voiture et de l'avion se déplaçant au pétrole et la multiplication des routes et des voies aériennes ; la troisième a débuté il y a un quart de siècle, avec le développement des télécommunications, de l'informatique et de la télévision, et cette fois-ci le cerveau pour faire fonctionner ces machines. Ces trois révolutions ont réduit à chaque fois les distances et favorisé le commerce et les investissements internationaux. La dernière révolution transforme la nature du travail et des rapports sociaux fondés désormais sur la qualification des travailleurs. L'économie de marché est devenue mondiale : pour s'y intégrer avec profit, il faut maîtriser les réseaux, les connaissances et le savoir-faire de haut niveau. Elle est à l'origine de la formidable explosion d'inégalités qui s'observe aujourd'hui au sein de chaque nation. Dans les pays du Nord, où le chômage a réapparu, le revenu moyen a continué à augmenter à un rythme plus ralenti qu'auparavant (3 % par an). Il a augmenté de 4,3 % dans les pays du Sud, avec des conséquences diamétralement opposées selon les régions : dans la plupart des pays d'Asie, on a observé un phénomène de rattrapage par rapport aux pays industrialisés (phénomène brutalement stoppé en 1998). En revanche, dans les pays d'Amérique latine



sociale des pays du Nord. Les organisations internationales ont alors redécouvert, au Sud, une pauvreté de masse que le développement n'avait pas beaucoup fait régresser. Le rapport annuel de la Banque mondiale qui lui est consacrée en 1990 marque ce tournant. Plus que jamais, on prit conscience qu'il était nécessaire de mesurer la pauvreté pour mieux la maîtriser. Généralement, les pays du Nord la définissent de façon relative par rapport aux revenus moyens de leur population, tandis que, dans les pays du Sud, la pauvreté est repérée par rapport à un absolu : le besoin de manger pour survivre. Une ration énergétique optimum a ainsi été définie, selon les normes de la FAO et de l'OMS (1986), en fonction de chaque âge de la vie et de situations particulières (périodes de grossesse et de lactation). En Equateur par exemple, le CONADE (Conseil national pour le développement) propose, pour chaque région, une répartition de cette énergie entre les produits les plus communément consommés, ceux-ci appartenant aux grandes catégories d'aliments apportant chacune une proportion précise d'énergie. Il est admis, pour les familles situées à la limite de la pauvreté, que le coût du "panier alimentaire" est égal à celui des autres dépenses indispensables (habitat, santé, scolarisation des enfants, etc.). Sont alors situées sous le "seuil de pauvreté" les familles dont les revenus sont inférieurs au double du coût du panier alimentaire, et sont situées sous le "seuil d'indigence" les familles dont les revenus sont inférieurs au coût de ce panier.

Telle qu'elle est utilisée en Equateur, cette mesure m'a semblé performante. Je l'ai testée sur douze familles de Quito, de taille et d'origines variées, apparemment pauvres et rencontrées chacune à deux reprises une quinzaine de jours, afin de saisir l'évolution de leur niveau de vie. Une fois l'enquête dépouillée, il est apparu que cette mesure ne retenait parmi les "pauvres" que des familles effectivement touchées par un déséquilibre alimentaire (les aliments énergétiquement trop coûteux n'étaient pas consommés en quantité suffisante). Parmi les "indigents", la quasi totalité des familles était marquée, en plus, par une sous-alimentation manifeste, c'est-à-dire un état de détresse encore plus accablant¹. Les douze familles de mon échantillon ont toutes été désignées comme pauvres ou indigentes, à chacun des deux passages. Toutes vivent de façon inhumaine puisqu'elles n'ont pas les moyens d'acheter² une nourriture suffisante (dans la moitié des cas) et équilibrée (dans l'ensemble des cas). Repérer les pauvres de cette façon permet donc de les caractériser par rapport à un si grave manque de revenus que leur besoin vital en nourriture n'est pas assuré. Cette méthode peut sembler grossière ; elle met cependant en évidence l'ampleur d'un fléau qui concerne 48 % des habitants de la ville de Quito (1,1 millions d'habitants) en 1990 (Laspina et Vallejo, 1995)³, alors que ce pays ne se situe pourtant pas parmi les pays les moins avancés⁴. On pourra toujours affiner la mesure par des

et surtout d'Afrique, on a enregistré une baisse globale du produit national brut, avec la dette qui augmente, les termes de l'échange qui se détériorent et les revenus des matières premières qui chutent (PNUD, 1992 ; Cohen, 1997 ; Izraelwicz, 1997).

¹ On rappellera que "la dénutrition couvre l'ensemble des accidents que la sous-alimentation d'une faim inassouvie détermine. La malnutrition, déficience moins complète, correspond à un vice spécifique de l'alimentation, à peu près correcte par ailleurs" (Cépède et al., 1983 : 61). Dans son sens large, la malnutrition concerne ceux qui "ont une alimentation inadéquate en quantité et en qualité qui les empêche d'exercer pleinement leur potentiel d'activités" (Brunel, 1995 : 42).

² Dans cette enquête, 13 % de la ration énergétique n'est pas achetée, mais comprise dans le salaire, produite par la famille ou issue de cadeaux ou de subventions. Le coût de la ration non achetée a été évalué et considéré comme un revenu en nature, dépensé ensuite.

³ La vaste enquête réalisée en 1990 dans la capitale équatorienne a permis de répartir sa population entre pauvres et non-pauvres, selon la méthode précédemment indiquée, mais aussi selon la méthode des besoins essentiels non satisfaits. Cette seconde méthode, qui a l'avantage de tenir compte des conditions de vie imposées à des groupes entiers de population (absence d'eau, d'école, de dispensaires, etc.), a l'inconvénient de classer parmi les pauvres des familles dont les revenus sont suffisants pour surmonter certaines carences et elle rend difficile les comparaisons entre situations urbaine et rurale ou entre Etats, puisque le liste des besoins essentiels non satisfaits restera toujours variable. En 1990, à Quito, 32 % de la population est à la fois située sous le seuil équatorien de pauvreté et caractérisée par des besoins essentiels non satisfaits, 16 % est uniquement située sous le seuil de pauvreté et 10 % est uniquement caractérisée par des besoins essentiels non satisfaits. A ma connaissance, aucun sondage n'a été effectué lors de l'enquête quiténienne, pour vérifier que le seuil équatorien de pauvreté ne retient (comme dans mon enquête) que des familles dont le besoin vital de se nourrir n'est pas assuré et qu'il ne laisse pas échapper de personnes mal nourries par manque de revenus. Il est pourtant nécessaire de confirmer sur le grand nombre ce que j'ai montré sur un petit échantillon.

⁴ Le PIB-PPA par habitant ou produit intérieur brut à parité de pouvoir d'achat (par rapport à un même ensemble de prix moyens mondiaux) de l'Equateur est de 3 074 dollars américains en 1990. Ce pays occupe la 83^e place par

études complémentaires, mais un tel ordre de grandeur ne peut être ignoré de ceux qui gouvernent le pays ou dirigent les grandes institutions internationales.

La critique interne à cette méthode de mesure économique de la pauvreté a été réalisée ailleurs (Peltre-Wurtz, 1998 b). Si l'aspect économique de ce mal est le plus visible, il ne donne pas les clés pour le comprendre et le faire reculer. Georg Simmel (1971 : 176-177) précise que c'est l'attitude collective qu'une société adopte à l'égard de ceux qui ont ou auraient besoin d'assistance qui définit le groupe des pauvres. Serge Paugam (1994 : 18) ajoute qu'il peut être néanmoins "fécond d'étudier la pauvreté comme condition socialement reconnue et les pauvres comme un ensemble de personnes dont le statut social est défini, pour une part, par des institutions spécialisées de l'action sociale qui les désignent comme tels... [car] la pauvreté... constitue... une propriété de la structure sociale des sociétés modernes dans la mesure où celles-ci considèrent ce phénomène de façon uniquement négative et désirent le combattre ou, tout au moins, apporter assistance à ceux qui le méritent ou plutôt à ceux pour lesquels elles pensent que l'assistance est légitime."

La représentation de la pauvreté varie selon les sociétés. Ainsi Serge Paugam (1997 : 9-10) montre que, marginale en Europe pendant les Trente Glorieuses, la pauvreté était néanmoins combattue et les pauvres fortement stigmatisés. Depuis la montée du chômage, elle est devenue disqualifiante ; on constate "une prise collective du phénomène... de nouvelle pauvreté... et d'exclusion, qui nourrit une angoisse très grande dans la population." Les liens sociaux se sont affaiblis et on note "un développement sans précédent de l'assistance aux pauvres." Rien de tout cela dans le Tiers-monde. Mes observations rejoignent celles de Serge Paugam sur les pays méditerranéens, où la pauvreté est intégrée. "Le débat social... n'est pas organisé autour de l'existence spécifique d'une catégorie de pauvres, mais autour de la question du sous-développement économique... [et] social... et du faible niveau de culture de ces populations." Les pauvres forment un groupe étendu, non étiqueté comme "pauvre", et ils sont donc faiblement stigmatisés. La société de ces pays se caractérise par une faible couverture sociale et l'absence de revenu minimum garanti. Pour survivre, on fait appel à l'économie informelle, mais aussi aux proches (la famille et les réseaux d'aide privée), et le système clientéliste est dominant. "Bénéficier d'une assistance, pour un pauvre, c'est en quelque sorte une forme de reconnaissance d'une intégration sociale dans un modèle clientéliste." Une société ne mesure donc pas la pauvreté, quoiqu'elle l'affirme, mais sa représentation de la pauvreté, et cette mesure éclaire ses rapports internes, sociaux, économiques et politiques¹. Et il faudra modestement admettre que la recherche en sciences sociales ne fait qu'accompagner l'évolution de ces représentations : ainsi mes précédents travaux étaient centrés sur des questions de développement dans les pays du Sud, alors que cette étude rejoint maintenant tout un courant de préoccupations surgies avec la troisième révolution industrielle, dans les pays du Nord, et qu'elle est destinée à transformer les représentations de la pauvreté dans la société équatorienne. Elle n'est donc pas précisément liée à la mise en place d'une assistance plus efficace aux pauvres, comme ce serait le cas en France, mais elle y concourt. Faut-il espérer que les sociétés du Tiers-monde adoptent une attitude proche de celle qui se développe dans les sociétés occidentales, face à la pauvreté ? On peut hésiter à répondre, car cette attitude laisse un goût amer. En effet, l'assistance -réelle- qui est apportée aux pauvres dans les pays occidentaux ne se traduit pas par une diminution de leur nombre : seul un travail dont la société aurait besoin et qui serait source d'un revenu minimum pour vivre réglerait la question. L'assistance aux pauvres semble plutôt se traduire par une transformation de leurs souffrances : moins souvent physiologiques (ces sociétés soignent et nourrissent mieux leurs pauvres que celles du Tiers-monde), ces souffrances deviennent psychologiques, car l'assistance a pour corollaire une dépendance totale par rapport aux services d'aide sociale. Je crois qu'on rencontre plus de personnes cassées par la pauvreté à Paris qu'à

rapport aux 173 pays observés par le PNUD (1993 : 157-159), dont les PIB-PPA par habitant s'échelonnent entre 367 \$ pour le Zaïre et 21 449 \$ pour les Etats-Unis.

¹ Les méthodes de mesure de la pauvreté mises au point dans les pays du Nord et du Sud ne sont pas les mêmes, je l'ai signalé, et j'ai montré ailleurs (Peltre-Wurtz, 1998 b), que pour les pays du Sud, le seuil mondial de pauvreté de la Banque mondiale est fondé sur un panier alimentaire composé d'aliments énergétiquement peu coûteux, ce qui n'est pas le cas de l'Equateur par exemple, qui propose un panier alimentaire équilibré, au coût plus élevé. Le nombre de pauvres repéré par le seuil de la Banque mondiale est de ce fait plus réduit que celui repéré par le seuil équatorien de pauvreté : la représentation de la pauvreté n'est donc pas la même à la Banque mondiale et chez les experts équatoriens.

Quito¹. On aimerait pourtant que les pauvres n'aient pas à choisir entre la malnutrition dans son sens large et la dépendance juridique, administrative et sociale empêchant l'une et l'autre tout épanouissement personnel. Dans un domaine au moins, les pauvres de Quito ont choisi : terrifiés d'apprendre que les petits Français sont séparés de leurs familles pour être pris en charge par l'État, quand leur éducation est mal assurée pour des raisons économiques dans le cadre familial, tous préfèrent continuer à être oubliés des services sociaux de leur pays plutôt que d'imaginer la souffrance de leurs enfants contraints à vivre loin d'eux.

Désigner comme pauvres ceux qui n'ont pas les moyens de se nourrir correctement n'est donc pas faux, mais ne dit rien de la racine du mal. C'est la place des pauvres dans la société qui signe leur malheur. Giovanna Procacci (1993 : 299) remarque ainsi qu'au devoir d'assistance envers les pauvres, qui conduit les sociétés à mesurer la pauvreté, "ne correspond, fait exceptionnel et paradoxal, aucun droit du citoyen". Jean Labbens explique ce paradoxe (1978 : 98-99) : "On n'est point pauvre parce qu'on n'a pas ou peu d'argent ; on est démuné de ressources ou de revenus, parce que, faute de santé, d'occupation rémunératrice, d'instruction, de relations, de capital négociable ou transmissible, on ne peut faire valoir ses droits sur autrui, sur le travail des autres. On échappe... à la pauvreté dès qu'on est capable de commander... C'est donc en ces termes de stratification et de mobilité sociale, et non en termes de subsistance, qu'il faut étudier la pauvreté." Il ajoute (1978 : 103) : "Pour être pauvre, il faut manquer tout à la fois de fortune et d'occupation rémunératrice (classe), de force sociale (pouvoir), d'audience et de respectabilité (statut)." L'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 traduit la prise de conscience du caractère politique de la pauvreté, en affirmant que "toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille." La pauvreté est ainsi devenue une violation des droits de l'Homme et l'article 25 permet, à terme, des recours en justice. On remarquera qu'une association comme Aide à toute détresse (ATD) Quart Monde, créée en France après la Seconde Guerre mondiale, inscrit la lutte contre la pauvreté dans une quête de démocratie. Son fondateur, Joseph Wresinski, définit la pauvreté en termes de droit, selon Geneviève de Gaulle-Anthonioz (1995 : 5) : "La précarité est l'absence d'une ou plusieurs sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et aux familles d'assumer leurs responsabilités professionnelles, familiales et sociales, et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit à la grande pauvreté, quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle devient persistante, qu'elle compromet les chances de réassumer ses responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même, dans un avenir prévisible." Est donc pauvre quiconque n'est plus capable d'assumer ses responsabilités et de faire valoir ses droits.

Un certain nombre d'auteurs ont analysé cet anéantissement de la personne auquel peut conduire la grande pauvreté. Reconquérir la citoyenneté pour des personnes dépossédées de tout par la pauvreté est une longue marche. Xavier Emmanuelli, fondateur du "SAMU² social" français, en esquisse trois étapes (1995 : 224-228) : d'abord la conquête de l'intégrité personnelle qui demande des semaines et des mois de soins physiologiques et psychologiques "pour venir à bout de cette lésion, si on y arrive" ; la conquête de l'altérité ensuite, qui est un apprentissage de l'autre par une vie en commun relativement protégée ; enfin la dernière étape, à laquelle accèdent directement les pauvres en meilleure santé psychologique et physiologique, qui conduit à la citoyenneté par une mise en commun de projets, dans un espace social et spatial approprié par les pauvres. Cette prise concrète sur l'espace et les hommes est essentielle : "Je crois qu'il faut faire vivre, à travers l'habitat, une école de citoyenneté... Plus on est exclu, plus on a besoin d'hommes vivants, en chair et en os en face de soi,... d'hommes que l'on peut nommer, reconnaître, engueuler, remercier. Le territoire est la notion la plus archaïque, donc la plus sensible, la seule à laquelle il ne faut pas toucher... Des hommes sans territoire sont des hommes perdus."

¹ Après avoir lu un article que j'avais écrit sur Quito, intitulé "Le gouffre de la pauvreté", une militante de l'association ATD-Quart Monde-France me disait que les pauvres de l'Équateur, au fond de leur gouffre, "voyaient encore le ciel", alors que bien des pauvres qu'elle rencontrait tous les jours en banlieue parisienne "ne le voyaient plus"...

² Service d'assistance médicale d'urgence.

Assister des pauvres n'est donc pas suffisant, seule la conquête de la citoyenneté peut supprimer la pauvreté. L'histoire ouvrière illustre le passage de l'homme sans droit à l'homme-citoyen. Des auteurs comme P. Vercauteren, cité par Jean Labbens (1978 : 184-186), montrent clairement l'opposition entre deux groupes de pauvres : les prolétaires et les sous-prolétaires. Les premiers, même très mal payés, peuvent organiser leur avenir, car leur salaire est régulier, leur cadre spatial et social souvent diversifié entre leur lieu de travail et leur habitat, et des liens sont noués avec leurs employeurs. En revanche, les seconds ont des revenus si intermittents qu'ils sont incapables d'organiser leur avenir, leur horizon spatial et social est limité à leur logement -s'ils y ont accès- et leurs liens éventuels avec leurs employeurs sont ténus ou inexistants. "La conséquence en est que le prolétaire peut acquérir une conscience de classe, se percevoir tel qu'il est dans le monde qu'il connaît et reconnaît [le fameux "territoire" de Xavier Emmanuelli], se projeter dans l'avenir et s'organiser de manière à transformer sa condition [c'est la conquête de la citoyenneté] ; le sous-prolétariat ne peut se définir que par sa dépendance... On ne pense pas échapper à la pauvreté par la lutte, ni par l'avènement d'un monde régi par de nouvelles valeurs et de nouveaux rapports sociaux, mais au contraire en acceptant la dépendance et [donc] l'impuissance." Parmi les douze familles rencontrées à Quito, trois peuvent être désignées comme prolétaires, les autres appartiennent au sous-prolétariat et vivent d'une économie informelle qui rend difficile la prise de conscience de la force du grand nombre, de la mise en commun de projets et des luttes syndicales. "Le clientélisme est la stratégie la plus répandue pour désamorcer le danger de paupérisme... [il] ne fonctionne que... sur la base de la distribution ponctuelle et non sur l'investissement à long terme, de la relation individuelle d'allégeance et non du projet collectif, réengendrant ainsi à la fois la précarité et la pauvreté" (Lautier, 1995 : 397). A Quito, l'angoisse face au manque de travail n'est pas de même nature que celle qui ronge les sociétés occidentales, si bien observée par Viviane Forrester (1996 : 9-22) : "Du chômage, il en question partout en permanence... des millions de personnes... ont droit... à la misère ou à sa menace de plus en plus rapprochée, souvent à la perte d'un toit, à celle de toute considération sociale et même de toute autoconsidération... Est-il utile de vivre si l'on n'est pas profitable au Profit ? Faut-il mériter de vivre pour en avoir le droit ?" Les pauvres du Tiers-monde n'ont jamais connu la prospérité, ni même ses rivages. Il n'empêche que la plupart des familles rencontrées à Quito réagissent comme celles des milieux français défavorisés, en reportant leurs espoirs sur l'école. Elles savent trop bien que négocier sa force physique de travail est difficile quand l'offre de main-d'oeuvre est grande : seul un savoir-faire de haut (ou tout au moins de moyen) niveau donne la possibilité de négocier sa place dans la société actuelle.

II - DOUZE FAMILLES MAL NOURRIES ET MALNUTRIES

On reprendra, dans le chapitre suivant, les aspects sociologiques de la pauvreté, tels qu'ils sont vécus par les douze familles rencontrées à Quito, là où se trouvent les racines du mal. Mais dans un premier temps, la simple approche économique de ce fléau est suffisante pour expliquer la souffrance physiologique qu'elles endurent, en particulier parce que l'accès normal à la nourriture n'est pas assuré pour des raisons économiques et que ce handicap engendre une malnutrition ne permettant pas de développer une activité physique et intellectuelle normale.

Compte tenu de l'âge et des fonctions particulières des 156 personnes de l'échantillon (76 au premier passage, 80 au second), chacune devrait consommer en moyenne 1 991 kilocalories par jour (tableau 1). On est loin des 2 300 kilocalories que doit consommer l'Equatorien-type, parce que cet échantillon comprend plus d'enfants (dont les rations énergétiques recommandées sont réduites) que dans la moyenne du pays, comme c'est généralement le cas quand on ne s'intéresse qu'aux familles pauvres (sur les 156 personnes, 94

ont moins de 15 ans¹). Le revenu moyen des douze familles rencontrées à deux reprises (soit 24 observations) est égal à 46 % de celui requis pour se situer sur le seuil de pauvreté, soit un revenu légèrement inférieur au seuil d'indigence². Et pourtant, ces familles réussissent à consommer 88 % de l'énergie qui leur est nécessaire pour vivre (1 744 kcal par jour et par personne en moyenne, au lieu des 1 991 recommandées). Pour réaliser une telle prouesse, elles choisissent intuitivement les aliments énergétiquement les moins coûteux, tout en tenant compte de leur apport en protéines, alors que calories, protéines et autres nutriments ne font pas partie de leur vocabulaire et que les recommandations nutritionnelles restent du seul domaine des experts. La ration alimentaire moyenne journalière (inférieure de 12 % à la ration énergétique recommandée) coûte ainsi 57 % de celle qui est recommandée (50,4 mn de travail payé au salaire minimum³ au lieu de 86,9 mn).

Dans leur ensemble, les aliments qui coûtent moins de 4 mn de travail payé au salaire minimum pour 100 kilocalories (bananes plantain, sucre, graisses végétales, céréales, tubercules et racines) sont consommés (1 430 kcal) dans les quantités conseillées (1 389 kcal). Parmi les aliments peu onéreux, le riz est très largement surconsommé en regard de ce qui est préconisé, car, compte tenu de son prix, c'est celui qui fournit le plus de protéines. La banane plantain, moins chère que le riz, mais beaucoup moins riche en protéines, a été consommée largement au-delà des recommandations, lors d'une période d'envolée des prix des céréales. On se nourrit encore de sucre, plus qu'il n'est conseillé, notamment en trompant sa faim avec des tisanes sucrées peu coûteuses. Seules les graisses végétales, porteuses de vitamines liposolubles et d'acides gras spécifiques indispensables, sont insuffisamment utilisées dans l'alimentation, en dépit de leur faible coût à la kilocalorie⁴. Par ailleurs, quelques minutes de travail (4,7) sont réservées à l'achat de stimulants divers (café, bière, épices, sucreries, etc.), jugés non indispensables par les experts, mais qui répondent peut-être à des besoins psychiques (s'accrocher à la vie ou l'oublier) encore plus impérieux que les besoins physiologiques.

Seulement 30 % de l'énergie recommandée pour ces familles (602 kcal sur 1 991) doit être issue d'aliments coûtant plus de 4 mn de travail pour 100 kilocalories⁵. Ces aliments, trop coûteux pour les pauvres, sont achetés avec parcimonie (263 kcal consommées par jour et par personne au lieu de 602). Ainsi, les familles ne se procurent que 41 % de l'énergie issue des aliments d'origine animale⁶ dont les protéines sont de bien meilleure qualité que celles des végétaux⁷ ; elles ne consomment que 53 % des kilocalories issues des fruits et légumes verts, riches en

¹ Sur les 156 personnes, on en compte 9 de moins de 1 an, 55 de 1 à 6 ans, 30 de 7 à 14 ans, 15 de 15 à 19 ans, 44 de 20 à 64 ans et 3 de plus de 65 ans.

² Le seuil d'indigence est un revenu égal, rappelons-le, au coût du panier alimentaire recommandé pour une famille en fonction des besoins des personnes qui la composent. Ce revenu est dépensé pour se nourrir, mais aussi pour couvrir toutes les autres dépenses familiales.

³ Afin de comparer plus facilement les prix en période de forte inflation, j'ai utilisé, comme unité, le temps de travail payé au salaire minimum pour 100 kilocalories. Un salaire mensuel est basé sur 20 jours de travail effectivement réalisé, soit 160 heures ou 9 600 mn. Dans un autre texte (Peltre-Wurtz, 1998 b), je montre qu'il faut 90 heures de travail mensuel payé au salaire minimum pour que l'homme-type équatorien (à qui il est recommandé de consommer 2 300 kilocalories par jour) se situe au-dessus du seuil de pauvreté. Ce salarié se situe donc légèrement sous le seuil de pauvreté dès qu'il a une personne à charge à qui il est recommandé la même ration calorique (il faut alors travailler 180 heures par mois au lieu de 160, ou obtenir une augmentation).

⁴ Cependant, d'autres sources (Malassis et Padilla, 1986 : 57) suggèrent qu'une recommandation moyenne de 307 kcal issue de matières grasses végétales sur 1 991 (soit 15 % de l'énergie totale) est peut-être un peu trop importante.

⁵ Les 1 389 kcal issues d'aliments peu coûteux (70 % de l'énergie du panier recommandé pour cet échantillon de population) valent en moyenne 2,7 mn de travail payé au salaire minimum pour 100 kcal, les 602 kcal coûteuses valent en moyenne trois fois plus cher : 8,2 mn pour 100 kcal.

⁶ On notera que les familles rencontrées achètent des viandes et des poissons deux fois moins chers par kilocalorie que ceux observés par l'INEC ; le fait que ces aliments contiennent un tiers de protéines en moins pour 100 kcal (8,5 g de protéines au lieu de 12,1 g) n'est pas étranger aux différences de prix.

⁷ La qualité nutritionnelle d'une protéine est liée à la présence de huit acides aminés essentiels qu'elle doit contenir, dans des proportions précises. Si l'un des acides aminés a un taux inférieur au besoin, la valeur nutritionnelle de la protéine est pénalisée proportionnellement au déficit de l'acide aminé. Celui-ci est alors nommé acide aminé facteur-limitant. Les protéines animales ne renferment généralement qu'un facteur-limitant dont le déficit n'excède pas 30 %, alors que les protéines végétales sont fréquemment polydéficientes avec des déficits de plus de 50 %.

vitamines et minéraux spécifiques ; enfin, elles n'absorbent que 37 % des kilocalories issues des légumineuses, dont les acides aminés essentiels, complémentaires de ceux des céréales, améliorent la qualité des protéines végétales, quand elles sont consommées dans un même plat.

Ces douze familles semblent donc avoir intériorisé la règle nutritionnelle de base, à savoir qu'il est inutile de s'attaquer à la question de l'équilibre alimentaire (donc au risque de malnutrition), sans avoir résolu auparavant la question de la sous-alimentation (donc sans avoir écarté le risque de dénutrition). En moyenne, elles ne sont que légèrement sous-alimentées¹. Par contre, l'équilibre alimentaire recommandé n'est pas réalisé, et la malnutrition reste invaincue.

Les situations économique et alimentaire des familles (numérotées de 01 à 12), observées lors des passages A et B, sont représentées sur le graphique ci-joint, soit au total 24 cas. Sur le graphique A, ces cas sont classés en fonction de leur distance au seuil équatorien de pauvreté (indice 100) et au seuil d'indigence (indice 50) : 17 cas se situent sous le seuil d'indigence et 7 entre les seuils d'indigence et de pauvreté. Les dettes qui tirent ces familles vers le bas concernent généralement des indigents ; les économies qui aident éventuellement à rebondir se remarquent plutôt chez ceux qui se rapprochent du seuil de pauvreté. L'enquête à double passage permet d'enregistrer des évolutions temporelles plus souvent négatives (pour 8 familles) que positives (pour 4 familles) entre les passages A et B. Sur le graphique B, les 24 cas sont classés comme dans le graphique A, mais on repère ici le taux de couverture alimentaire. Ce taux ne diminue pas exactement en fonction de la baisse des revenus, puisque chaque famille tient compte aussi d'autres contraintes plus ou moins fortes (dépenses de santé, d'habitat, d'éducation, d'entretien, etc.). On remarque néanmoins que les familles suffisamment alimentées se rapprochent du seuil de pauvreté (12 cas) et que les 7 cas les plus graves de sous-alimentation (moins de 80 % de la ration optimum) concernent, à 2 exceptions près, des indigents dont le revenu est inférieur des deux tiers de celui nécessaire pour se situer sur le seuil de pauvreté. On notera enfin que, lors des deux passages, toutes les familles, sans exception, souffrent de déséquilibre alimentaire en consommant moins de 50 % de l'énergie recommandée dans un (1 cas), deux (10 cas), trois (9 cas), ou quatre (4 cas) des groupes d'aliments énergétiquement les plus coûteux : légumineuses, légumes verts, fruits et nourriture d'origine animale.

Cette sous-alimentation qui touche la moitié des familles, ce déséquilibre alimentaire qui les concerne toutes se traduisent par des taux de malnutrition chronique² élevés chez les enfants de 2 à 5 ans, groupe fragile observé systématiquement par les médecins pour surveiller à long terme l'état nutritionnel d'une population : sur les 30 observations d'enfants de 2 à 5 ans que j'ai répertoriées lors de mes deux passages, 17 révèlent une malnutrition chronique³ et les autres sont tout près de la limite basse acceptable, à 3 exceptions près situées nettement au-dessus. Une telle quantité d'enfants (neuf sur dix) en mauvaise santé, ou dont la santé est tout juste acceptable, laisse supposer que celle de leurs aînés n'est guère meilleure. Une enquête complémentaire rapide réalisée par un médecin, lors du deuxième passage, et portant sur 78 des 80 membres de l'échantillon, montre ainsi que 36 personnes présentent un poids trop faible et 39 des signes de parasitose, soit près d'une moitié de l'échantillon en mauvaise santé.

¹ Pour la FAO, consommer entre 90 et 110 % de la ration optimum est normal. Consommer 88 % de la ration optimum est donc légèrement insuffisant.

² Le retard de croissance est lié à la malnutrition chronique, marqué par un indice taille par rapport à l'âge, inférieur aux normes.

³ 39 % des Equatoriens du même âge souffrent du même mal (PNUD, 1992 : 160).

Carte de P. S. Guateen

III - DOUZE FAMILLES PAUVRES FORTES DE LEURS ENFANTS

Des familles fortes de leurs enfants ? Il n'est pas question ici de mettre en valeur une culture fondée sur la sécurité que confère la présence d'enfants qui prendront en charge leurs parents devenus âgés, même si les vieux vivent ici souvent avec leurs descendance. Cependant, les familles de l'échantillon qui comptent des membres de plus de 65 ans sont rares¹ et les femmes en âge de procréer sont presque toutes en quête d'informations sur les moyens de contraception². Ces douze familles sont fortes de leurs enfants pour d'autres raisons : dans des sociétés qui ignorent ou méprisent les pauvres, leurs enfants sont seuls à reconnaître leurs parents, à leur faire confiance et à leur donner une énergie morale qu'ils ne trouvent nulle part ailleurs. Bien sûr, leur force vient aussi de cultures partagées avec ceux qui ne font pas partie du monde des pauvres (Peltre-Wurtz, 1998 a) : le métier pour certains, la maison que l'on a construite plus ou moins légalement pour d'autres, les relations humaines tissées tout au long d'une vie, la religion aussi. Mais c'est la présence d'enfants qui donne tout leur sens à ces réussites, ces souvenirs, ces territoires conquis, ces valeurs. Elle offre aux parents la possibilité de passer le témoin avec l'espoir que leurs enfants auront une vie un peu meilleure et peut-être même que certains échapperont à la pauvreté.

Ces familles dont la pauvreté économique est souvent profonde, je l'ai montré, présentent des signes de bonne santé psychologique dans la mesure où elles ont toutes accepté de participer à une enquête destinée à mieux faire comprendre leurs problèmes à la société. Elles n'espéraient pas de récompense matérielle. En revanche, elles avaient besoin non seulement d'une oreille attentive, mais aussi d'échanges avec une personne, issue de la société "normale", qui accepte de répondre à la lancinante question : Que feriez-vous à ma place ? Une telle disposition d'esprit, le fait aussi que plusieurs de ces familles soient connues de services sociaux témoignent de leur forte capacité à participer à la vie de la cité. Les adultes n'ont donc pas été cassés au point de ne plus avoir de repères (comme l'analyse Xavier Emmanuelli) ; ils tentent de conquérir un droit à la citoyenneté, au moins pour leurs enfants. Il ne sera donc pas question ici d'enfants de la rue, de familles brisées par les échecs répétés, la maladie ou le deuil. Je n'ai observé que la face la moins inhumaine de la pauvreté.

Je n'insisterai pas sur le niveau économique des familles synthétisé dans les graphiques ci-joint. J'évoquerai l'âge, l'instruction et le travail des enfants et je signalerai toutes ces souffrances qui m'ont été confiées peu à peu ou que je devinais à mi-mot. Elles sont d'autant plus lourdes à porter que les adultes et particulièrement les femmes, qui étaient mes principales interlocutrices, les considèrent souvent comme honteuses : en effet, quand ces souffrances ne sont pas liées au dénuement, elles signalent souvent un comportement jugé non respectable à leurs yeux (avoir des enfants hors mariage, partager son compagnon avec une autre femme, ne pas baptiser ses enfants, etc.). Cumuler la non-respectabilité sociale au dénuement matériel est insupportable.

Les quatre premières familles³ habitent un vaste quartier loti au nord-est de Quito pour des milieux populaires, dans les années 1975. Toutes sont propriétaires d'une maison très modeste (murs de parpaings, toits de tôle) ; elles ont accès à l'électricité, mais pas à l'eau (apportée par des camions et vendue par baril ou par seau). Elles cuisinent au gaz en bouteille ou au pétrole, qu'elles économisent le plus possible en ramassant du bois dans le quartier (poubelles, rues, marché). Du point de vue de l'habitat et de l'infrastructure de base, les situations sont beaucoup plus diverses dans les autres familles.

La famille 01 est formée du frère Jorge (64 ans), gardien dans une banque, de sa compagne Teresa (35 ans) et de leur cinq filles âgées de 2 à 13 ans. Jorge est né dans le nord des Andes et Teresa à Quito. J'apprendrai fortuitement, à mon deuxième passage, que Jorge a eu cinq enfants

¹ Au 31 déc. 1988, les douze familles regroupent 74 personnes, dont une seule a 72 ans (une autre aura 65 ans le lendemain). La moyenne nationale est de 4,33 % de plus de 65 ans en 1990. Il n'est pas question de tirer néanmoins un enseignement d'un si faible échantillonnage.

² Le stérilet et la ligature des trompes sont connus. Des centres médicaux offrent leurs services aux personnes défavorisées, mais il n'est pas toujours simple d'accéder à l'information.

³ Les deux séries d'enquêtes se sont échelonnées entre janvier 1988 et juin 1989. Pour homogénéiser les informations, j'indique l'âge des individus au 31 déc. 1988.

d'une autre union et que les deux plus jeunes viennent déjeuner de temps à autre chez leur père. Cette famille compte sur un petit salaire, mensuel donc régulier, ce qui est un privilège. Elle est pourtant indigente et se débrouille avec des revenus d'appoint : petit élevage, jardinage, garde d'enfants par l'aînée (13 ans), dont les résultats de l'année scolaire précédente ont été si mauvais qu'elle n'a pas pu poursuivre ses études, au grand dam des parents. Les filles de 5, 7 et 11 ans vont à l'école. Quelques années plus tard, la fille qui avait alors 11 ans obtiendra le baccalauréat.

Cesar (52 ans) et sa compagne María (43 ans) dirigent la famille 02. Il est né dans un village des Andes, elle est quiténienne de naissance. María est devenue épileptique à la suite de mauvais traitements infligés par un époux, parti avec deux de ses fils, à sa grande douleur. Deux de ses bébés sont morts il y a une vingtaine d'années ; elle a gardé ses filles de 16 et 13 ans, et cinq enfants, âgés de 2 à 9 ans, sont nés de sa nouvelle union (mais l'aîné n'est pas reconnu par Cesar). Beaucoup de malheur, de honte entoure cette famille de sept enfants. Cesar est ouvrier dans une teinturerie où il occupe deux emplois, de sorte qu'il est peu présent à la maison, mais la famille compte sur un salaire régulier. María, souvent malade, n'a pas les moyens de se soigner et n'apporte que peu d'argent au ménage avec son emploi de laveuse. La fille aînée vient de trouver un emploi de domestique. Une maison a été construite dans la cour et louée. Les trois enfants de 9, 13 et 16 ans sont scolarisés ; celui de 7 ans, handicapé, est dans une école spécialisée, à la portée d'une bourse de pauvre. Cesar porte sa famille à bout de bras. On notera (graphique B) que, grâce aux bonnes relations entretenues avec un centre de protection maternelle et infantile, María a obtenu suffisamment de lait en poudre pour ses jumeaux de tout juste 2 ans, de sorte que sa famille est l'une des rares à ne pas manquer d'aliments d'origine animale.

Milton (29 ans) est maçon, il a quatre enfants de 1 à 7 ans avec sa compagne Emma (27 ans), qui élève un cochon, jardine et lave du linge à la pièce. Tous deux sont nés dans des villages du nord des Andes. Dans cette famille 03, le père suit des cours du soir de niveau primaire, et les enfants de 5 et 7 ans vont à l'école. Emma n'a jamais osé me dire que son compagnon avait une autre famille ; en revanche, elle rêvait de convaincre Milton de faire partie d'une secte protestante beaucoup plus pointilleuse que l'Eglise catholique sur le concubinage, dans l'espoir de se marier. Elle aussi a perdu un bébé.

Eva (48 ans), célibataire, chef de la famille 04, vit avec sa mère (72 ans) et sa petite-nièce (17 ans). Née dans un village des Andes, elle émigre à Quito après la naissance de sa fille (18 ans) qui vient de quitter la maison, son baccalauréat en poche, pour devenir vendeuse (elle obtiendra, quelques mois plus tard, une place dans une librairie religieuse, par relation, cette famille étant catholique militante). Eva est domestique six jours sur sept, fait son jardin et un peu de couture. Son frère Miguel lui envoie de l'argent chaque mois. La petite-nièce obtiendra le baccalauréat à la fin de l'année scolaire, comme sa cousine, et deviendra institutrice -mal payée- dans le village de son grand-père Miguel (les deux jeunes filles, très studieuses, ont suivi leurs études en empruntant sur place les livres scolaires qu'elles n'ont jamais eu les moyens d'acheter). L'honnêteté, le travail, l'ordre, la solidarité ne sont pas de vains mots dans cette famille.

La famille 05 est l'une des quatre familles les plus misérables. Je l'ai connue alors qu'une coulée de boue venait d'emporter la moitié de sa maison, construite illégalement sur une très forte pente, à l'est de la ville. La famille accède à l'électricité en permanence, au tuyau d'eau un jour par semaine (en alternance avec des voisins) ; elle cuisine au gaz et au bois. Alberto (56 ans), né à Quito, vit avec sa compagne Mixmelí (40 ans), née dans les Andes et leurs six enfants âgés de 2 à 19 ans (un bébé, cardiaque et malnutri, est mort il y a une quinzaine d'années). Alberto a eu deux filles d'une première union. Il est menuisier, sans travail, et vendra ses outils, prenant peu à peu de l'intérêt au petit métier de revendeur, plus qu'aléatoire. C'est un merveilleux conteur, fascinant sa famille quand il évoque les aventures amoureuses et épiques de sa jeunesse. Il laisse à Mixmelí tous les soucis de la vie quotidienne : elle est laveuse et soigne le jardin, et le fils de 15 ans vend des journaux pendant ses vacances. Les quatre enfants de 8 à 19 ans sont scolarisés, mais les aînés ont un grand retard scolaire.

Luis (20 ans), Natividad (25 ans) et Gladys (quelques mois) vivent du tri d'objets trouvés sur les décharges et dans les poubelles. La famille 06 habite dans une baraque de chantier (s'éclairant à la bougie, cuisinant au bois, profitant d'un point d'eau à proximité), non loin de la famille 10, près d'un ravin peu à peu comblé par les ordures de la ville. Natividad traîne une vie de malheur :

adoptée par une famille aisée vivant au pied des Andes, elle en fut la domestique ; à 16 ans, elle s'enfuit et devient domestique à Quito, et maintenant, alors que les revenus du ménage permettraient à Natividad de ne pas être sous-alimentée, son compagnon la laisse affamée (voir ce hiatus, graphique B) ; elle vit donc en haillons, son bébé sur le dos, récupérant la nourriture des poubelles et souffre, en plus, des coups que lui porte la mère de Luis, trop souvent ivre. Luis a une santé florissante ; il est beau, habillé avec goût et détonne dans ce milieu. Mais il s'est écrié : "Je suis des poubelles" ("*Soy de la basura*") avec la même hauteur et la même fierté qu'un noble aurait clamé : "Je suis de sang bleu", quand, faisant sa connaissance, je lui ai demandé maladroitement s'il était venu ici pour suivre sa compagne.

Manuel (32 ans) et son épouse Graciela (26 ans) ont quatre enfants âgés de quelques mois à 6 ans. Tous deux viennent d'un village de l'extrême sud du pays. La famille 07 loue un appartement dans un quartier modeste (électricité, eau courante et gaz en bouteille) et Manuel est conducteur d'engins sur des chantiers de travaux publics. Il perdra son emploi, mais se reconvertira très vite en ouvrier menuisier, avec l'idée de se constituer une clientèle grâce à ses relations, afin de travailler à son compte. Graciela ne se sent pas pauvre, elle a des rêves de mère de famille modeste, en imaginant par exemple -et elle est bien la seule- que ses enfants, dont l'aîné a 6 ans, feront des études supérieures. Cette famille m'a semblé à la limite de la pauvreté (même si ses revenus chutent au deuxième passage) par son comportement, ses atouts intellectuels (les deux adultes sont allés 6 et 7 ans à l'école), ses relations et ses rêves. En 1992, elle était sortie de la pauvreté.

Agustín (35 ans), son épouse María (29 ans) viennent du centre des Andes équatoriennes. Ils ont six enfants de 2 à 12 ans. Le chef de la famille 08 est maçon et se vante de réussir fort bien dans son métier sans savoir lire ni écrire. Il reçoit des céréales de sa famille restée à la campagne, accueille des parents et des amis comme manoeuvres quand démarre un nouveau chantier (quatre jeunes adultes vivront avec la famille lors du deuxième passage de l'enquête), et traite ses affaires par messages oraux transmis par les amis qui font le voyage en autobus. Le couple n'est pas convaincu de l'utilité de l'école : les deux aînés de 10 et 12 ans ont déjà un emploi de gardienne d'enfants et d'apprenti en bijouterie tout en suivant, bien fatigués, les cours du soir ; le jeune Efraín de 8 ans, l'oeil plein de malice, assure qu'il est incapable d'apprendre à lire ; quant à la fillette de 6 ans, elle ne suit pas bien, assure la maman. Tous ces enfants vont à l'école 3 heures de nuit, au lieu de suivre les cours de jour (sur 5 heures et demi) comme c'est généralement le cas. La famille transporte sa maison de tôles, de planches et de contreplaqués et sa gazinière, sur des terrains prêtés, le temps de quelques chantiers. Se procurer eau et éventuellement électricité -plus ou moins illégalement- est à chaque fois une gageure. Les revenus sont irréguliers, très difficiles à apprécier (comment évaluer le prix d'une télévision de contrebande, cédée en guise de salaire ?). Agustín brasse des affaires et s'angoisse dans l'attente de chantiers. Il inculque à ses enfants une foi en eux-mêmes et un dynamisme bien nécessaires pour résister à la pauvreté. María subit les sautes d'humeur de son mari, travaille sans relâche pour nourrir la famille et la main-d'oeuvre. Elle protège les enfants de la violence de son mari et les entoure de tendresse.

Hermeís (29 ans) et son épouse Natalí (27 ans) viennent du même village du nord des Andes. Ils sont descendants d'esclaves venus d'Afrique. Ils ont trois enfants âgés de quelques mois à 4 ans. La famille 09 loue deux pièces, non communicantes, dans le quartier des familles 07 et 08, au sud de la ville (l'eau est dans la cour ; ils ont l'électricité et utilisent une gazinière). Hermeís est balayeur et vendeur de chaussures. Natalí sait qu'elle ne doit pas trop compter sur lui pour nourrir les enfants. Elle reçoit de temps en temps une aide matérielle d'un de ses frères, agent de police à Quito, mais surtout elle est revendeuse de fruits et légumes, deux jours par semaine, sur un marché de la ville, qu'elle rejoint en autobus avec les trois enfants. Grâce à des rapports de confiance, les grossistes lui cèdent une marchandise qu'elle ne leur paie que le soir, une fois la vente faite. Elle doit payer des manoeuvres, pour l'aider au transport, et une place dans les réserves du marché pour conserver une marchandise qu'elle vendra parfois quelques jours plus tard. Elle fait manger les enfants sur le marché et rentre le soir en autobus, chargée d'enfants et de nourriture à bas prix pour les jours suivants. Le courage physique et les qualités intellectuelles et morales de Natalí sont indéniables.

José (40 ans), sa compagne Luz (31 ans) et leurs six enfants (âgés de 2 à 14 ans) vivent dans une cabane, construite illégalement avec des matériaux récupérés, quasiment au-dessus d'un

ravin que les camions de la ville remplissent d'ordures. Ils ont l'électricité, grâce à des voisins (une ampoule pour s'éclairer), un point d'eau à proximité et cuisinent au bois. La famille 10 est la plus misérable de toutes (un revenu ne représentant que 20 % de celui requis pour se situer sur le seuil de pauvreté, une alimentation ne couvrant que 40 % de la ration énergétique recommandée). Luz accouchera le mois suivant d'un garçon et José paiera la clinique, notamment en donnant son sang ! Tous deux sont nés dans un village des Andes, et connurent la faim dès l'enfance. Arrivés à Quito, après la naissance de leur premier enfant, ils sont devenus chiffonniers. Le couple est aidé dans la recherche et le tri des cartons, bouteilles, plastiques, ferraille, etc., par les deux fils aînés (9 et 14 ans), qui ne vont plus à l'école ; ils font aussi du portage et Luz lave du linge chez des voisins. Seuls les plus jeunes enfants mangent à midi (leurs estomacs sont trop petits pour attendre le soir, dit Luz). J'ai vu ces bambins pleurer de faim, accroupis autour du feu de bois chauffant l'eau de la marmite, en attendant que le grand frère trouve et vende des bouteilles vides pour acheter une poignée de pâtes qui les nourrira (les pâtes sont plus chères que le riz à la calorie, mais elles cuisent deux fois plus vite). Deux enfants de 5 et 6 ans vont à l'école : Marta, la plus grande, y est sujette à des étourdissements (liés à la sous-alimentation, dit le médecin). Enfin, Luz craint toujours que ses fils aînés ne tombent d'inanition lorsqu'ils portent des charges sur les chantiers : car souvent le petit-déjeuner se limite à une tisane sucrée et les "grands" attendent le soir pour se nourrir. Luz n'espère pas de vie meilleure pour ses enfants, elle ne paiera l'écolage que le temps de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Même si José s'enivre de temps à autre et devient violent, la famille reste soudée autour de Luz, une tendre mère, au visage de madone, qui déclare : "Un enfant n'a pas seulement besoin qu'on lui lave le visage"...

Victoria (32 ans), chef de la famille 11, est quiténienne ; elle est seule depuis le départ de son mari, il y a trois ans. Elle vit avec sa mère (56 ans) qui lui garde ses enfants -de mauvaise grâce- pendant qu'elle travaille à l'autre bout de la ville (tous les enfants vont à l'école, sauf le dernier). L'aîné (9 ans) est né de père inconnu ; les trois autres de 3, 5 et 6 ans sont nés après mariage, et Victoria me confiera, quelques temps plus tard, qu'elle est enceinte alors qu'elle se croyait tranquille ayant subi une ligature des trompes à la dernière naissance. L'enfant naîtra si petite qu'elle ne pesait pas 2 kg, à moitié habillée, quinze jours après la naissance (je n'osais la démailloter dans une cabane construite à 3 000 m d'altitude où la bise sifflait entre les pieux mal joints). Elle mourra six mois plus tard de bronchite et de malnutrition. Victoria, tout comme Felix et Rosa (famille 12) a participé à "l'invasion" d'une grande propriété, sur les pentes du volcan qui domine Quito : en une nuit, des dizaines de familles ont coupé du bois et construit des cabanes avec des pieux fichés serrés dans le sol et un cadre de bois maintenant une grande feuille de plastique en guise de toit. Ils sont devenus propriétaires ! La réussite de ce coup de main ne s'oublie pas... Il n'empêche que Victoria vit dans le froid et la boue, à la bougie, au feu de bois, avec un point d'eau, un peu plus bas à 15 minutes et, en plus, elle fait de longs trajets à pied pour rejoindre les transports en commun. Elle lave le linge chez des patrons quatre jours par semaine ; le week-end, elle s'installe devant sa cabane pour vendre des plats qu'elle prépare. Cette dernière opération exige autant de courage physique (transport des marchandises) que de qualités intellectuelles, morales et techniques pour que les épiciers (qui habitent au pied du volcan) acceptent de lui céder une nourriture qu'elle paiera une fois qu'elle l'aura elle-même transformée, sans en gaspiller, sans se faire voler, et que des camionneurs l'aient aidée à transporter les casiers de bouteilles. Tout ce courage n'empêche pas la famille de se situer parmi les plus indigentes que j'ai rencontrées.

Felix (38 ans) et son épouse Rosa (35 ans), originaires du centre des Andes, sont venus à Quito avec leurs parents. La famille 12 habite près de chez Victoria ; elle a aussi construit sa cabane lors de "l'invasion", mais il fait moins froid chez elle, car la cabane est tapissée de plusieurs couches de carton et papier-journal collés, et une pièce comporte un plancher. La famille possède une gazinière ; elle s'est débrouillée pour avoir l'électricité (bien vacillante), mais elle aussi cherche l'eau, loin en contrebas, et du bois pour économiser le gaz. Le malheur a fondu sur Rosa, enceinte : son fils aîné, de 13 ans, vient d'être tué, fauché par une voiture. Dans les mois qui suivront, elle achètera et portera chaque semaine des fleurs sur la tombe de son fils (né de père inconnu), alors qu'elle vit dans la misère. Le couple, nanti de trois enfants de 4, 8 et 9 ans (les aînés vont à l'école), fait du commerce ambulancier de crèmes glacées sur la voie publique, employé par une chaîne commerciale de la ville. Rosa peut compter sur sa mère, très tendre et un peu moins pauvre qu'elle.

IV - L'EDUCATION DES ENFANTS : L'INSTRUCTION INDISPENSABLE

La responsabilité de l'éducation scolaire tient au coeur des adultes. L'autre volet de l'éducation concerne la conquête de la dignité, que les parents n'explicitent pas ou mal, mais leur soif d'être respectés est si grande qu'ils sont les vrais guides de leurs enfants, dans ce domaine. Cet autre aspect de l'éducation fera l'objet du chapitre suivant.

En Amérique latine, depuis des décennies, les parents sont convaincus des bienfaits de l'instruction générale pour leurs enfants. Dans ces pays, en 1985, 90,5 % des enfants reçoivent une instruction primaire contre 55,5 % en Afrique sub-saharienne ; seule l'Asie de l'Est fait mieux avec un taux de 94,5 % d'enfants scolarisés (Banque mondiale, 1990 : 46¹). En Equateur, l'instruction est l'une des rares institutions que l'Etat met aussi à la disposition des pauvres. Ces derniers ont profondément besoin de tout ce qui peut les relier à la société "normale", par delà les barrières économiques et sociales qui leur sont imposées. Aussi, malgré son coût très élevé dès le primaire, les pauvres que j'ai rencontrés suivent cet enseignement commun à tous. Les parents caressent aussi l'espoir que leur enfant aura des qualités intellectuelles et un courage tels qu'il s'adaptera à un enseignement prévu pour des milieux modestes et aisés, jusqu'à obtenir un diplôme qui lui permettra de sortir de la pauvreté. Ils savent, bien sûr, qu'une bonne qualification s'obtient aussi dans un autre cadre, celui de l'apprentissage, mais ce dernier n'est efficace que si l'enfant a reçu auparavant un minimum d'instruction générale.

La première enquête porte sur 24 individus de plus de 20 ans parmi les 74 personnes regroupées dans les 12 familles étudiées au 31 décembre 1988. Le tableau 2 indique que parmi eux, 5 seulement sont analphabètes. Le niveau d'instruction est plus élevé chez les jeunes que chez les vieux, et chez les femmes que chez les hommes. La moyenne tourne autour de 2 ou 3 années de scolarisation pour chacun. Il va sans dire que les informations tirées d'un échantillon aussi réduit (et ce sera aussi le cas pour la seconde enquête sur les jeunes de 5 à 19 ans) n'ont d'intérêt que dans la mesure où elles sont reliées aux informations concernant le niveau de vie, l'alimentation, l'habitat et les activités économiques de ces 12 familles. Il n'est pas question ici de représentativité.

Tableau 2
Niveau d'instruction des 24 adultes (20 ans et plus)
de l'enquête quiténienne, au 31 déc. 1988

Niveau d'instruction	hommes	femmes	total 20 à 39 ans	adultes de 20 à 39 ans	adultes de plus de 40 ans
analphabète	3	2	5	2	3
sait lire et écrire	2	2	4	2	2
est allé en classe 2 ans	1	1	2	2	-
3 ans	3	3	6	3	3
4 ans	-	1	1	-	1
6 ans	-	4	4	4	-
7 ans	1	-	1	1	-
8 ans	-	1	1	1	-
Total	10	14	24	15	9

Parmi les moins de 20 ans, la scolarisation est de règle, dès 5 ans (c'est-à-dire dès la grande classe de maternelle), dans ce petit échantillon de citoyens pauvres. Sur les 50 enfants et adolescents, 21 ont moins de 5 ans, les 29 autres, âgés de 5 à 19 ans, sont tous scolarisés, sauf trois (d, g, h, voir tableau 3). Economiquement, les familles doivent se préparer plusieurs mois à l'avance, ou s'endetter, pour payer en un mois, lors de la rentrée annuelle, pratiquement tous les frais scolaires. Elles choisissent massivement les écoles publiques. Les rares écoles privées retenues dépendent d'associations caritatives ou d'écoles confessionnelles dont les prix ne sont

¹ En Amérique latine et Caraïbes, la scolarisation primaire touche 70 % du groupe d'âge concerné en 1965 et 82,5 % en 1975 ; en Afrique, elle ne touche que 30 % des enfants en 1965 et 44,5 % d'entre eux en 1975.

pas plus élevés que dans les écoles publiques. En octobre 1988, des frais d'inscription oscillaient entre la gratuité (rare) et 1 000 sucres¹ (en moyenne 370 sucres par enfant, soit le coût de 3 kg de riz à Quito ce mois-là). Les fournitures scolaires obligatoires (livres, cahiers, etc.) oscillaient entre la gratuité (notamment en classe maternelle) et 6 800 sucres (soit 3 300 sucres en moyenne par enfant). Les uniformes scolaires sont généralement indispensables, mais les familles utilisent ceux des aînés et rafistolent les vêtements usagés ; en moyenne cependant, il fallait compter 2 000 sucres par enfant. Le tout coûtait 5 670 sucres, soit l'équivalent de l'achat de 43 kg de riz par enfant scolarisé, ou du cinquième d'un salaire minimum mensuel². Par ailleurs, si presque tous les enfants allaient à l'école dans le quartier où ils résidaient, la famille 05, qui vit très isolée, et la famille 01, qui préfère une école confessionnelle éloignée, payaient, en plus, 6 000 sucres de transport par an et par enfant. Enfin, à cet effort financier annuel si pesant pour les familles s'ajoute, tout au long de l'année, des choix quotidiens impossibles à faire entre, par exemple, l'achat d'un crayon marqueur exigé par l'institutrice, celui d'un médicament pour le bébé malade, ou celui du riz pour le repas du soir, sans compter les classiques humiliations, telles celles imposées à Luz (famille 10) et à sa fille réprimandées pour une jupe d'uniforme jamais repassée parce qu'il n'y a pas de fer dans la cabane familiale.

Tableau 3
Scolarisation des 29 enfants et adolescents (5 à 19 ans)

Niveau scolaire	âge d'entrée dans la classe	avance 1 an	âge normal	retard 1 an	retard 2 ans	retard 3 ans	cas particuliers	total
<i>école maternelle</i>								
classe des grands	5		3					3
<i>niveau primaire</i>								
1er degré CP	6	1	3				1 (a)	5
2e degré CE1	7	1	2					3
3e degré CE2	8		3	1				4
4e degré CM1	9		2	1 (b)		1 (c)	1 (d)	5
5e degré CM2	10					1		1
6e degré 6ème	11		1					1
<i>niveau secondaire</i>								
1er cours 5ème	12							
2e cours 4ème	13				1 (e)	1 (f)	1 (g)	3
3e cours 3ème	14						1 (h)	1
4e cours 2ème	15				1		1	2
5e cours 1ère	16							
6e cours terminale	17		1					1
Total		2	15	2	2	3	4	29

a) William, 6 ans (famille 02), est handicapé et suit des cours dans une école spécialisée. b) Carmen, 10 ans (famille 08), garde des enfants et suit les cours la nuit. c) Angel, 12 ans (famille 08), est apprenti bijoutier et suit les cours la nuit. d) Eriberto, 9 ans (famille 10), a un niveau scolaire de 2e degré ; un jeune du quartier lui donne des cours gratuitement, 4 heures par semaine, ainsi qu'à ses cousins ; il est chiffonnier et porteur. e) Diego, 15 ans (famille 05), vend des journaux en vacances scolaires. f) Jenny, 16 ans (famille 02), est domestique et suit les cours la nuit. g) Dayana, 13 ans (famille 01), a un niveau scolaire de 5e degré et vient de quitter l'école pour garder des enfants. h) Juan, 14 ans (famille 10), a un niveau scolaire de 4e degré, il est chiffonnier et porteur.

Le niveau de ces écoles et collèges est inégal, ne serait-ce que par le nombre d'heures quotidiennes de cours qui varie largement autour de 5 h 30 mn par jour en moyenne (3 h seulement quand ces cours ont lieu la nuit) et ce, cinq journées par semaine. On remarquera que les retards scolaires apparaissent dès le 3^e degré (CE2) et deviennent ensuite la norme, avant la mise au travail, qui, dans les cas rencontrés, ne demandent aucune qualification (sauf pour le fils aîné de la famille 08, qui apprend la bijouterie tout en suivant des cours la nuit). Le baccalauréat est organisé par collège (et celui des collèges des quartiers pauvres n'est pas coté), mais c'est un

¹ Un sucre (monnaie équatorienne) = approximativement 0,02 FF (en 1988).

² Compte tenu du salaire mensuel et des primes versées à diverses périodes de l'année, le salaire minimum équatorien est de 30 800 sucres d'octobre 1988 à avril 1989. Une enquête, menée en novembre 1988 dans les villes équatoriennes de plus de 1 000 habitants (58 % de la population équatorienne), montre que les personnes qui occupent un emploi ont en moyenne 2,7 personnes à charge ; 51 % d'entre elles perçoivent moins de 30 000 sucres mensuels et 17 % plus de 50 000 sucres (INEM et OIT, 1990 : 57).

passerport néanmoins très prisé. Il ne sera obtenu que par une élève (famille 04). On ne voit donc pas de gros progrès par rapport au niveau d'instruction des adultes. Et pourtant cette scolarisation est appréciée (avec un certain scepticisme dans la famille 08, on l'a vu), et les parents aiment évoquer les connaissances scolaires des enfants, discuter des qualités et des défauts des enseignants. Ils sont conscients de vivre une expérience commune à tous les parents équatoriens : élever leurs enfants selon des normes jugées bonnes et respectables par la société.

Deux nouveautés sont apparues en 1989, qui ont reçu un accueil très favorable de la part des familles observées. Tout d'abord, la distribution gratuite, dans les écoles primaires publiques, d'une collation composée d'un bol de chocolat au lait et d'un petit pain, chaque matin, à la suite de l'arrivée à la Présidence de la République de Rodrigo Borja (de centre-gauche sur l'échiquier politique). Tous les enfants de ces écoles en ont profité. J'ai soigneusement comptabilisé dans mes enquêtes ce supplément alimentaire indispensable. L'autre nouveauté aurait apporté au moins des changements bénéfiques des représentations de la pauvreté et une meilleure intégration des pauvres à la société, si l'expérience avait été poursuivie et améliorée. Il s'agit de la mise en place de relations entre les jeunes du 6e cours (le niveau des classes de terminales françaises) et les populations, de tout âge, analphabètes ou à peine scolarisées. Une des épreuves du baccalauréat a donc sanctionné, en 1989, la participation des élèves, comme moniteurs, à un stage d'alphabétisation gratuite, dirigé par un de leurs professeurs. Une telle expérience, qui ne dure que quelques semaines par an, ne permet sûrement pas des changements significatifs dans l'apprentissage ou le réapprentissage de la lecture et de l'écriture ; d'autres formules seraient plus efficaces. Pourtant, même très imparfaite, cette expérience a eu un impact psychologique intéressant sur les jeunes du 6e cours, de condition le plus souvent bourgeoise, qui ont découvert non seulement le dénuement de populations analphabètes ou peu instruites qu'ils ne fréquentent jamais, mais aussi les prouesses dont elles sont capables pour suivre ces cours. Ces jeunes, choqués par de telles conditions de vie, ont obligé leurs familles à s'intéresser à ces questions. Et du côté des pauvres, l'expérience fut bienfaisante, parce qu'il leur était donné ainsi l'occasion d'entrer en relation avec des membres d'une société qui d'ordinaire les méprise. J'ai souvenir de Natividad (famille 06), bébé sur le dos, écoutant une conversation avec moi, pour s'envoler, tel un oiseau, rejoindre deux jeunes filles en uniforme scolaire qui l'appelaient pour le cours d'alphabétisation, ou encore de Cesar (famille 02) qui avait pu bavarder longtemps -d'égal à égal, semblait-il dire- avec le professeur qui dirigeait les jeunes moniteurs. "Et il avait une licence de Lettres !", précisait-il. Cette conversation fut pour lui une bouffée d'oxygène... Même María (famille 08), pourtant peu intéressée par l'école, a suivi ces cours avec son fils Efraín (8 ans), le joyeux dilettante, pour s'ouvrir à un autre monde.

V - APPRENDRE LA DIGNITÉ AU SEIN DE LA FAMILLE

Le savoir spécifique des pauvres, celui qui touche, par exemple, à la façon de s'alimenter pour rentabiliser au mieux des revenus trop faibles et trop irréguliers, est transmis sans discours aux enfants, et plus particulièrement aux filles : elles aident à faire les courses et à préparer les repas. Elles pratiquent ainsi les choix économiques et les techniques de transformation des produits qu'elles reproduiront une fois adultes. J'ai montré plus haut ces prouesses, qui ont été transmises avec efficacité depuis des générations. Mais ce savoir se développe dans la souffrance : il ne se transforme donc pas en culture (Peltre-Wurtz, 1998 a), car le secret espoir de chacun est de pouvoir l'oublier un jour.

Par contre, les pauvres ont une culture commune avec les non-pauvres : c'est elle qui leur permet de résister à la pauvreté et à la mort. Aussi, le mépris et, pire, l'exclusion (qui, à l'heure actuelle, caractérise davantage les pays occidentaux que le Tiers-monde) sont des barrières qui asphyxient les plus démunis et leur enlèvent des armes pour lutter contre la pauvreté. Les familles rencontrées ont un besoin vital de liens avec la société "normale". Une conversation avec un professeur passionné par une campagne d'alphabétisation est un grand bonheur pour Cesar. On le voit, la scolarisation des enfants est la grande occasion à ne pas rater pour participer à une expérience commune à tous les Équatoriens et pour comprendre une société si hermétique aux pauvres ; d'autres expériences sont communes à tous les humains : la construction d'une maison à soi, la pratique d'un métier qualifié, les réussites dans les domaines les plus divers, la bonne observance de la morale proposée par la religion chrétienne dominante et, ce qui est l'essentiel, l'amour, que beaucoup découvrent d'abord au sein de leur famille.

Les quatre premières familles ont une maison légalement acquise. C'est moins sûr pour les deux dernières, qui ont envahi, en mars 1988, une grande propriété, sur les pentes d'un volcan. Deux familles se contentent d'une location ; trois autres ont construit illégalement une baraque, cabane ou maison et la dernière transporte ses murs, de chantier en chantier. La construction des maisons des familles 01, 02, 03 et 04, sur des lots de même taille, tirés au sort, fut une vaste entreprise qui exigea, au sein d'une coopérative, le travail collectif (*mingas*) de dizaines de familles, pendant une dizaine d'années (pour ouvrir les rues du quartier notamment). Les enfants ont participé à cette expérience, ne serait-ce qu'en ressentant fortement cet encadrement de leurs parents et l'angoisse des factures à payer, à mesure que les maisons se construisaient. En 1988-89, les aménagements se poursuivaient encore, chaque famille enfermée -à clé le plus souvent- dans sa maison et sa cour ou son jardin, livrant alors sa personnalité : calme, ordre dans la famille 04 ou déballage de cuvettes, dépôt de tas de bois, linge à laver dans la famille 02... Ce territoire bien à soi donne une sécurité matérielle et psychologique dont parents et enfants sont conscients, et il met les autres à distance (le tour de clé symbolisant cette conquête de l'altérité, dont parle Xavier Emmanuelli). On a vu que Victoria (famille 10) n'était pas parvenue à protéger sa cabane du froid et du vent, contrairement à ses voisins qui avaient un peu plus de confort. Néanmoins, dans ce quartier tout nouveau régnait une atmosphère singulière de pionniers, fiers d'avoir imposé leur loi, et Victoria racontait avec flamme l'aventure devant ses enfants. La mort du bébé, la défection de la grand-mère obligèrent Victoria à quitter sa cabane pour louer deux pièces dans un quartier où elle trouva du travail ; ce fut un déchirement et une nouvelle angoisse pour les enfants, mais leur mère était désormais proche d'eux. Graciela et Natalí n'avaient pas encore investi psychologiquement dans leur habitat ; elles connaissaient néanmoins un confort plus grand que les familles 05, 06, 09 et 10, qui ne payaient pas de loyer, mais pouvaient être chassées de leur habitat. Pour ces quatre familles, le territoire à soi appartenait au rêve : celui qui était le leur, incertain, sans enclos, ou même mobile, durerait-il ? C'était heureusement le cas, quatre ans plus tard. Habiter un lieu à soi est un façon d'habiter en soi : l'histoire de ces familles montre que le territoire familial va de la construction illégale et précaire, à la location et à la maison légalement appropriée. Les enfants des douze familles ne connaissent donc pas la même sécurité matérielle. Cependant, je suis témoin de la volonté acharnée de tous les parents à mettre leur famille en sécurité en un même lieu. Il est certain que, d'une façon ou d'une autre, les enfants se savent précieux et protégés du monde hostile par ces farouches efforts de leurs parents pour conquérir leur territoire. Cette tension paternelle pour "habiter" un foyer est l'une des faces de la conquête de la dignité.

Les enfants qui ont un de leurs parents fier de son métier ont beaucoup de chance. Je pense aux enfants de Cesar, l'ouvrier teinturier, de Milton ou d'Agustín, les maçons, de Luis, le chiffonnier, de Manuel, le conducteur de gros engins reconverti rapidement menuisier, de Natalí, la revendeuse de fruits et légumes, ou de Victoria, la préparatrice de repas (qui deviendra, plus tard, excellente couturière). Ils peuvent espérer apprendre un bon métier (ce sera le cas de la fille aînée de Victoria), ou des techniques toujours utiles dans la vie, et, même quand ce n'est pas le cas, ils ont l'occasion de voir leur parent réussir, jouer un rôle efficace dans la société. Ils peuvent être fiers et se convaincre qu'eux-mêmes seront capables d'exercer un bon métier. On peut élargir la réflexion à la prise de responsabilité dans des domaines divers : Teresa (famille 01) s'est investie, les années suivantes, dans une association parrainant des enfants du quartier - dont les siens- afin d'améliorer la qualité de leur scolarisation. Elle s'y révéla efficace, et toute la famille se sentit valorisée. A l'inverse, les femmes domestiques ou laveuses ne sont fières que de leur courage physique. José, le chiffonnier, spécialisé dans les poubelles (et non dans les décharges comme Luis) et porteur, Alberto, le menuisier au chômage, Hermeís, le balayeur, Félix et Rosa, les vendeurs ambulants de glace et même Jorge, le gardien de banque, ont des métiers qui leur pèsent ou dont ils parlent peu. Ce sont d'autres atouts qui donneront à leurs enfants l'envie de s'identifier à eux. Je rappelle les qualités de conteur d'Alberto. A contrario, je n'oublie pas que plusieurs de ces hommes s'imposent à leur famille par une violence qui, presque toujours ne s'exprime -à leur relative décharge- que quand ils sont ivres (classiquement, une partie du salaire est transformée en bière, parfois en alcools divers). Ce comportement machiste n'est pas réprimé par la société, et ces chefs de famille compensent ainsi d'autres échecs. La femme et les fils aînés devenus grands en sont leurs premières cibles. Pour les femmes, c'est une angoisse permanente : elles ne peuvent que tenter de protéger ou tout au moins de consoler ces grands, qui, elles le craignent, imiteront plus tard leur père.

Il est important d'être respectable quand on est pauvre. La souffrance des femmes qui sont honteuses, parce que victimes d'un conjoint ivre, mais aussi parce que non mariées ou mères d'enfants nés de père inconnu, est profonde (on a vu plus haut combien ces situations sont fréquentes). A ces difficultés plus spécifiquement féminines, s'ajoute celles d'avoir un enfant non-baptisé, parce qu'il est difficile de trouver un parrain et une marraine, chacun sachant que la charge est spirituelle, certes, mais aussi et surtout matérielle (les aides financières aux familles pauvres viennent des parents, des frères et soeurs, et des parrains et marraines). On notera que les Eglises catholique ou protestantes des quartiers pauvres ne sont pas répressives face aux difficultés des femmes, et qu'elles ne réclament pas d'argent pour donner le baptême. Il s'agit donc de traits culturels, acquis par les générations précédentes et toujours très vivants. Les mères sentent qu'elles doivent protéger davantage l'enfant qui n'est pas reconnu par son père ; elles croient qu'il vaut mieux cacher l'éventuelle deuxième famille du conjoint (appartenant au passé ou au présent) si possible à leurs enfants, tout au moins à l'étranger. Quant à la recherche d'un parrain généreux, elle ne se relâche pas : sécuriser l'avenir d'un enfant et le faire participer à une communauté religieuse qui accueille pauvres et non-pauvres est important (je ne dirai rien de la foi de ces familles, sujet qui dépasse le cadre de cette enquête). Les mères, mais aussi les pères, exercent donc une forte pression sur les enfants pour que leur comportement soit respectable : travailler sérieusement à l'école, aider à la maison et au jardin, s'occuper des plus jeunes, en un mot obéir à des parents qui savent, sans contestation, ce qui est bon pour leurs enfants.

Si l'obéissance est une valeur forte de ces familles, engendrant gronderies et punitions, il faut souligner qu'elle est exigée, dans tous les cas rencontrés, au sein de familles où la tendresse est exprimée par des mots, des caresses, des sourires, qui sécurisent les enfants et les confirment dans la conviction qu'ils sont aimés. Aux yeux de l'étranger, il semble même extraordinaire que cet amour filial soit si souvent exprimé, alors que les parents sont accablés de soucis, qu'ils perdent confiance en eux, que les sources de réconfort sont si rares... Il me semble que la capacité de résistance à la misère d'une famille unie n'a peut-être pas été suffisamment soulignée. Il faut entendre ces adultes parler de leur enfance : ceux qui n'ont connu que la dureté, comme Natividad ou Luz, ceux qui ont reçu la tendresse d'un père, comme Victoria (elle se souviendra toujours du lit qu'il lui a fabriqué pour son fils, né de père inconnu), ceux qui, comme Rosa, après la mort accidentelle de son fils aîné, reçoivent la consolation d'une mère toujours proche, ceux qui se souviennent, bien qu'agés comme Jorge, du premier pain de ses 12 ans, acheté par sa mère au marché de la ville, pour lui faire plaisir. Il faut voir ces adultes (les femmes le plus souvent, mais aussi les hommes) portant toujours un bambin dans les bras, tout en travaillant, aussi malheureux que leurs enfants quand il faut les laisser seuls pour aller travailler, angoissés quand un petit est fiévreux... C'est grâce à cette affectivité à fleur de peau que les enfants se savent précieux et qu'ils sont portés vers la vie. C'est elle qui leur fait aimer les succès et la force de leurs parents, qui les console de la souffrance si envahissante de leurs condition de pauvres, et qui les rend résistants.

CONCLUSION

"Maman ! On va jeter nos habits de pauvres !" Cette phrase, gonflée d'espoir, Marco, le fils aîné de Victoria l'a prononcée, deux années plus tard, quand sa mère a trouvé un emploi de couturière au sein de cette association de parrainage d'enfants, dont il a été question plus haut. Elle exprime tout : la souffrance d'un enfant, depuis toujours ravalé au rang de ceux qui ne valent rien dès le premier regard porté sur ses vêtements, la confiance et la tendresse vitale unissant un fils à sa mère, et puis cet espoir fou de sortir de la misère, espoir commun aux adultes et aux enfants, toujours bridé par réalisme, mais toujours prêt à bondir.

Dix ans plus tard, Marco (19 ans) termine sa dernière année de formation de technicien électricien. Une mère courageuse et aimante, le soutien d'une association de parrainage scolaire ont permis à ce petit garçon, dont l'enfance fut déchirante, de trouver sa voie. La misère peut donc reculer quand, sur le temps long, des actions sont menées avec intelligence pour soutenir l'oeuvre éducatrice des familles pauvres.

D'autres familles ont suivi seules leur chemin. Que sont-elles devenues ? Elles ont contre elles leur mauvaise santé et leur faible niveau scolaire, liés à la pauvreté. Elles ont pour elles des savoirs ignorés et une culture commune à des groupes divers (familiaux, régionaux,

professionnels, amicaux, religieux, etc.), auxquels elles s'intègrent parfois bien difficilement, tant les pauvres, vite reconnus, sont ignorés et méprisés. Elles vivent de ces savoirs originaux et de ces cultures communes aux pauvres et aux non-pauvres. C'est en leur sein que la résistance à la pauvreté se transmet, des parents aux enfants, quotidiennement. Elles sont le dernier rempart des enfants pauvres.

Bibliographie

- Banque mondiale : *Rapport sur le développement dans le monde. La pauvreté*. Washington, 1990, 287 p.
- Sylvie BRUNEL : *Le Sud dans la nouvelle économie mondiale*. Paris, PUF, 1995, 406 p.
- Michel CÉPÈDE, Hugues GOUNELLE DE PONTANEL, Marcel AUTRET : *La faim*. Paris, PUF, "Que sais-je ?" n° 719, 1983, 127 p.
- Daniel COHEN : *Richesse du monde, pauvretés des nations*. Flammarion "Essais", Paris, 1997, 162 p.
- Xavier EMMANUELLI : *Dernier avis avant la fin du monde*. Paris, A. Michel, 1995, 244 p.
- FAO/OMS/ONU : *Besoins énergétiques et besoins en protéines*. Genève, OMS, Rapports techniques, n° 724, 1986, 226 p.
- Viviane FORRESTER : *L'horreur économique*. Paris, Fayard, 1996, 215 p.
- Geneviève de GAULLE-ANTHONIOZ : Evaluation des politiques publiques de lutte contre la grande pauvreté. *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social*, n° 3, Paris, 1995, 176 p.
- INEM (Instituto nacional de empleo) et OIT : *Encuesta nacional urbana sobre empleo, desempleo, subempleo*, 1988. Quito, 1990, 167 p.
- Erik IZRAELEWICZ : *Ce monde qui nous attend*. Paris, Grasset, 1997, 266 p.
- Jean LABBENS : *Sociologie de la pauvreté. Le Tiers-monde et le quart-monde*. Paris, Gallimard, "Idées", 1978, 312 p.
- Iván LASPINA et René VALLEJO : *Quito, ciudad y pobreza. Municipio del distrito metropolitano de Quito*. Quito, Dirección general de la planificación ("Colección Quito metropolitano"), 1995, 122 p.
- Bruno LAUTIER et Pierre SALAMA : De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le tiers monde. *Revue Tiers-Monde*, n° 142 : "Pauvretés", pp. 245-255, Paris, 1995.
- Louis MALASSIS et Martine PADILLA : *Economie agro-alimentaire. III - L'économie mondiale*. Paris, Cujas, 1986, 449 p.
- Serge PAUGAM : Les sociologues et la pauvreté. *Géographes associés*, n° 14-15, Géoforum 93. "A la découverte des pauvretés et exclusions. Regards croisés", pp. 17-24, Lyon, 1994.
- Serge PAUGAM : Représentation et perception de la pauvreté. *Problèmes économiques*, n° 2 508 : "Pauvreté et exclusion", pp. 8-11, Paris, 1997.
- Jacqueline PELTRE-WURTZ : Le gouffre de la pauvreté (Quito, 1988-89), in Dominique GUILLAUD, Maorie SEYSSET et Annie WALTER (éd.) : *Le Voyage inachevé... A Joël Bonnemaison*. Paris, ORSTOM, 1998, pp. 627-634.
- Jacqueline PELTRE-WURTZ : *Le seuil de pauvreté (Quito 1988-89)*. Communication à la Journée des économistes de l'ORSTOM du 7 octobre 1998. Paris, 1998, 17 p. multig.
- Giovanna PROCACCI : *Gouverner la misère. La question sociale en France, 1789-1848*. Paris, Le Seuil, "L'Univers historique", 1993, 358 p.
- PNUD : Rapport mondial sur le développement humain. *Economica*, Paris, 1993, 255 p.
- Georg SIMMEL : *On Individuality and Social Forms. Selected Writings*. Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1971, 395 p.

Résumé du débat

Les participants se sont demandés comment l'auteur avait pu obtenir une telle qualité d'observation, une telle pénétration au coeur de l'intimité de ces familles. Il n'a jamais été promis d'argent à celles-ci, choisies au départ en fonction d'une sympathie initiale (dans une diversité de situations qui les rendait significatives). Il y a eu, bien sûr, les cadeaux que rendait indispensables l'amitié nouée (il a fallu, dans le décompte des revenus et de la consommation quotidienne, faire attention à bien les défalquer - mais ils étaient offerts surtout à la fin de la période d'observation et ne faussaient donc pas le bilan). Le rapport entre la scientifique et les maîtresses de maison enquêtées se situait avant tout dans le domaine de la relation sociale et de l'affectivité : ces femmes (puisque c'étaient essentiellement elles les informatrices) ont trouvé là une occasion exceptionnelle de parler d'elles-mêmes, de leur vie et de leurs espoirs, et aussi de s'ouvrir sur le monde, de discuter de femme à femme, de mère à mère, sur les similitudes et les diversités de la vie quotidienne de chacune. Le meilleur moyen d'accès aux interlocuteurs, dans la plupart des approches de type anthropologique, c'est encore l'amitié (cela impose aussi de parler la même langue : toutes ces femmes parlent l'espagnol).

Il est frappant de voir, dans toutes ces familles, la force des liens affectifs, même là où il y a des maris violents quand ils sont ivres : ni les pères ni les mères n'accepteraient qu'on leur enlève leurs enfants, et, de fait, pas un seul de ceux-ci n'a jamais été chassé ou ne s'est enfui dans la rue, bien que ces enfants soient souvent de pères différents (en particulier les aînés). Malgré la modestie de l'échantillon, la démonstration est convaincante que la grande pauvreté n'empêche pas une grande solidarité matérielle et affective des cellules familiales.